

Lauréat du prix Sakharov 2019: Ilham Tohti

L'espace d'expression de la liberté de pensée se rétrécit de façon spectaculaire à travers le monde, à mesure que l'influence géopolitique et géoéconomique des régimes autoritaires s'étend. Le prix Sakharov pour la liberté de l'esprit est donc plus important que jamais: il permet au Parlement européen d'attirer l'attention sur le sort de ceux qui s'élèvent contre la répression des droits de l'homme et des libertés fondamentales, principes sur lesquels l'Union européenne repose et qu'elle vise à promouvoir dans son action extérieure, conformément à l'article 21 du traité sur l'Union européenne. Le lauréat du prix Sakharov 2019 est le célèbre professeur d'économie ouïghour Ilham Tohti, défenseur modéré des droits de la minorité ouïghoure et du dialogue avec la majorité Han en Chine. En 2014, il a été condamné à la réclusion à perpétuité pour des chefs d'accusation liés au séparatisme, alors que la Chine durcissait sa politique de lutte contre l'extrémisme religieux, le séparatisme ethnique et le terrorisme – laquelle érigeait désormais l'identité ouïghoure en menace de premier ordre pour la sécurité nationale. Doté d'une récompense de 50 000 euros, le prix Sakharov sera remis lors d'une cérémonie organisée au Parlement européen au cours de la période de session de décembre à Strasbourg, en présence des autres finalistes.

Importance du prix Sakharov

Chaque année, depuis 1988, le Parlement européen décerne le prix Sakharov pour la liberté de l'esprit aux personnes ou aux organisations qui se sont distinguées par leurs réalisations particulières dans l'un des domaines suivants: la défense des droits de l'homme et des libertés fondamentales, la défense des droits des minorités, le respect du droit international, l'instauration de la démocratie et l'instauration de l'état de droit. Le prix a été instauré par une résolution parlementaire adoptée en 1985 à la mémoire d'Andrei Sakharov, éminent physicien nucléaire soviétique et russe, prix Nobel de la paix 1975, dissident et militant des droits de l'homme. Ce prix symbolise la défense courageuse, par Sakharov, des droits de l'homme, notamment de la liberté de pensée et d'expression ainsi que de la liberté individuelle, libertés qui lui ont été refusées à plusieurs reprises au cours de son parcours professionnel.

Procédure d'attribution du prix Sakharov 2019 – finalistes et lauréat

Les candidats pour le prix Sakharov peuvent être [nominés](#) par un groupe politique ou par [au moins 40 députés](#) au Parlement européen. De la liste des [candidats](#), trois finalistes sont ensuite sélectionnés par les députés lors d'un vote conjoint de la commission des affaires étrangères et de la commission du développement. Pour l'édition 2019 du prix Sakharov pour la liberté de l'esprit, les finalistes étaient: 1) **Ilham Tohti**; 2) la militante politique et défenseure des droits de l'homme brésilienne [assassinée, Marielle Franco](#), le [dirigeant autochtone brésilien](#) et [défenseur de l'environnement](#), le **chef Raoni**, et la militante écologiste brésilienne et [défenseuse des droits de l'homme](#), **Claudilice Silva dos Santos**; et 3) «**The Restorers**», un [groupe](#) de cinq lycéennes kényanes – Stacy Owino, Cynthia Otieno, Purity Achieng, Maschine Atieno et Ivy Akinyi – qui ont développé une application appelée «Cut» destinée à aider les jeunes filles victimes de mutilations sexuelles.

Le 24 octobre 2019, la Conférence des présidents du Parlement européen a décidé de décerner le Prix Sakharov 2019 à **Ilham Tohti**. Lors de l'annonce de la décision, le Président du Parlement, David Sassoli, [a souligné](#) qu'Ilham Tohti avait été «une voix de modération et de réconciliation». Il a ensuite ajouté: «En lui décernant ce prix, nous exhortons fermement le gouvernement chinois à libérer M. Tohti et nous appelons au respect de la minorité ouïghoure en Chine». Intellectuel ouïghour libéral déjà [nominé](#) en 2016, Ilham Tohti est le troisième lauréat chinois et le tout premier Ouïghour à se voir décerner le prix. [Wei Jingsheng](#), qui, en 1978, avait appelé de ses vœux «[La Cinquième Modernisation: la démocratie](#)», alors que la Chine lançait sa politique de réforme économique et d'ouverture, s'était vu [décerner](#) le prix en 1996, un an avant sa libération de prison et son exil aux États-Unis. [Hu Jia](#), dissident et militant pour la démocratie, s'était quant à lui vu [décerner](#) le prix en 2008, trois ans avant d'être [libéré](#) de prison. Commentant le choix du lauréat 2019, un porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères aurait [déclaré](#) qu'il 'espérait que l'Europe pourrait respecter les affaires intérieures et la souveraineté judiciaire de la Chine, et éviter de célébrer un terroriste. La 42^e réunion interparlementaire UE-Chine, qui devait se tenir le 12 novembre 2019, tout comme le programme qui l'accompagnait, ont été annulés en raison de l'indisponibilité de la délégation chinoise.

Ilham Tohti – la voix de tout le peuple ouïghour

Ilham Tohti est [né](#) en 1969 dans la Région autonome ouïghoure du Xinjiang ([RAOX](#)), au nord-ouest de la Chine, région où vivent quelque 10 millions d'[Ouïghours](#) turcophones (soit environ [45 %](#) de la population de la région) qui pratiquent un islam sunnite modéré et entretiennent des liens ethniques et culturels étroits avec les pays d'Asie centrale. Le professeur Tohti a enseigné à l'université centrale des minorités de Pékin et a publié des [analyses critiques](#) sur l'incidence des politiques

d'assimilation du gouvernement chinois sur la vie culturelle, sociale, économique, politique et religieuse des Ouïghours. En 2006, il a créé le site web en langue chinoise «[UighurBiz.cn](#)» en tant que plate-forme d'échanges interethniques entre les Han et les Ouïghours. Le site a été [fermé](#) quand Ilham Tohti a été [accusé](#) d'avoir contribué, au travers de son site web, aux [attentats](#) perpétrés en 2009 par des militants ouïghours dans les villes d'Ürümqi et de Kachgar. Bien qu'il ait ouvertement défendu les lois sur l'autonomie régionale, Ilham Tohti s'est opposé aux mouvements séparatistes radicaux et a plutôt [défendu](#) le dialogue et la réconciliation avec la majorité Han. En 2014, il aurait [contesté](#) la version des incidents violents impliquant des Ouïghours avancée par le gouvernement chinois, ce qui lui a valu d'être arrêté puis, à l'issue d'un [simulacre de procès ayant duré deux jours](#), condamné à la prison à vie [selon la version officielle](#) pour «[séparatisme](#)». Comme l'a dit le chercheur [Darren Byler](#): «Aujourd'hui, tout comme Ilham, ils [les étudiants et principaux intellectuels ouïghours] comprennent qu'ils pouvaient tous être accusés de «séparatisme». Il n'y avait désormais plus aucun moyen de laisser entendre, en public, que l'on pouvait s'opposer à l'éradication de la culture ouïghoure».

Depuis sa condamnation en 2014, Ilham Tohti s'est vu décerner le PEN/Barbara Goldsmith Freedom to Write Award ([prix pour la Liberté d'écrire](#)) en 2014, le [prix Martin Ennals](#) pour les défenseur-e-s des droits de l'homme en 2016 et le [prix de liberté](#) de l'Internationale libérale en 2017. En octobre 2019, il s'est vu remettre le [prix des droits de l'homme](#) Václav Havel du Conseil de l'Europe.

La politique de la Chine en matière de lutte contre le terrorisme, de déradicalisation («dé-extrémification»)

Depuis que le Xinjiang est devenu partie intégrante de la Chine en 1949, le gouvernement chinois a toujours cherché à intégrer les Ouïghours, population essentiellement rurale sur les plans économique et culturel, d'abord par des approches douces, par le développement économique et dans le respect des différences ethniques, mais [surtout au profit](#) des migrants chinois Han urbains s'installant dans la région autonome. Puis, le gouvernement a lancé des campagnes «[coup de poing](#)» car les [clivages socio-économiques](#) interethniques se creusant, ils ont donné lieu à des violences de la part de militants ouïghours. L'arrivée de [combattants étrangers ouïghours](#) en Syrie en 2014 a mis en lumière les [liens](#) entre les dimensions interne et externe des trois menaces, intrinsèquement liées, qui mettent en péril le [concept](#) de stabilité de la Chine: extrémisme religieux, séparatisme ethnique et terrorisme. La Chine a renforcé le volet sécuritaire de sa [stratégie](#) de lutte contre ces «trois maux» et les a reliés à la spécificité de l'identité ouïghoure. En conséquence, le [budget de la sécurité publique](#) de la région autonome a explosé. L'[appareil policier](#) fait aujourd'hui appel à des moyens pour le moins envahissants, voire intrusifs, tels que des caméras de surveillance dernier cri omniprésentes, des systèmes de reconnaissance faciale et [ethnique](#) et une [plate-forme](#) d'analyse de mégadonnées [développée à partir d'un algorithme](#) visant à identifier les personnes politiquement «non dignes de confiance» politiquement parlant. Depuis 2017, la Chine a mis en place un réseau [bien documenté](#) de [camps d'internement de masse](#) de «dé-extrémification», dont elle a d'abord [nié](#) l'existence pour ensuite les appeler «[centres de rééducation et de formation professionnelles](#)», au titre de la [loi sur le Xinjiang de 2018](#). On estime qu'[un à deux millions](#) d'Ouïghours et d'autres minorités musulmanes seraient internés dans ces camps, lesquels sont [endoctrinés politiquement](#) et dont l'identité [culturelle](#) et [religieuse](#) est systématiquement [éradiquée](#), car la Chine leur attribue un [comportement «extrémiste»](#). La Chine a [justifié](#) l'existence de ces camps en brandissant le [succès](#) des mesures de déradicalisation préventive qu'elle semble [désireuse d'exporter](#).

Réponses de la communauté internationale aux camps de détention extrajudiciaires et à l'illibéralisme technologique de la Chine

Ces dernières années, le Parlement a systématiquement dénoncé les violations massives des droits de l'homme de la minorité ouïghoure dans des résolutions adoptées en [2016](#), [2018](#) et [2019](#). Le cas d'Ilham Tohti a été évoqué lors du [dialogue UE-Chine sur les droits de l'homme](#) de 2019. Les gouvernements des [pays occidentaux](#) ont critiqué la politique de la Chine à l'égard des Ouïghours au Conseil des droits de l'homme des Nations unies (ONU) et au sein de la Troisième Commission des Nations unies en 2019, ce qui a [incité](#) certains autres pays, dont des [pays musulmans](#), à publier des déclarations communes pour [défendre](#) la Chine. Le Congrès américain a adopté, en 2019, une loi sur l'intervention et la réponse humanitaire internationale unifiée en faveur des Ouïghours ([Uighur Intervention and Global Humanitarian Unified Response Act](#)). Les États-Unis ainsi ont [interdit](#) l'[importation de produits](#) fabriqués par des entreprises du Xinjiang en raison de leur recours au [travail forcé](#). Ils ont également imposé des restrictions en matière de visas aux principaux responsables chinois et ont mis sur liste noire 28 entreprises chinoises, dont Hangzhou [Hikvision](#) Digital Technology, [principal fournisseur](#) de matériel de surveillance du gouvernement chinois. L'entreprise entretient des [liens étroits](#) avec le gouvernement chinois et a été placée sous surveillance dans certains [pays](#) de l'[Union européenne](#) en raison de son implication dans la répression des Ouïghours en Chine. Les «[China Cables](#)» et les «[Xinjiang Papers](#)» («papiers du Xinjiang») ont fait l'objet d'une fuite et témoignent clairement de la répression que la Chine a pourtant fermement démentie. Ils pourraient [inciter](#) davantage d'[acteurs](#) à «[passer de la parole aux actes](#)».

